

CONVOCATIONS

ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES ET DE PORTEURS DE PARTS

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL TOULOUSE 31

Société Coopérative à Capital Variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951
Siège Social : 6, Place Jeanne d'Arc – B.P. 40535 – 31005 Toulouse Cedex 6
776 916 207 R.C.S. Toulouse.
Exercice Social : 1^{er} janvier au 31 décembre.

Avis de convocation.

Les sociétaires sont convoqués en Assemblée Générale Mixte, le jeudi 30 mars 2017 à 14 heures, au Village by CA, 31, allées Jules Guesde – 31000 TOULOUSE à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Assemblée Générale Extraordinaire :

- Autorisation à donner au Conseil d'Administration à effet de réduire le capital social par voie d'annulation de CCI,
- Pouvoirs.

Assemblée Générale Ordinaire :

- Approbation des comptes sociaux et quitus,
- Approbation des comptes consolidés et quitus,
- Approbation des dépenses visées à l'art. 39-4 du Code général des impôts,
- Variation du capital social,
- Paiement des intérêts aux parts sociales,
- Paiement du dividende aux C.C.I.,
- Paiement du dividende aux C.C.A.,
- Affectation du résultat,
- Vote consultatif sur les éléments fixes et variables de la rémunération dus ou attribués au Directeur Général en 2016,
- Vote consultatif sur les éléments de l'indemnisation du Président en 2016,
- Fixation de la somme globale à allouer au financement des indemnités des administrateurs au titre de l'exercice 2017,
- Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations ou indemnités versées en 2016 au Directeur Général, aux membres du Comité de Direction et aux fonctions de contrôle de la Caisse régionale,
- Autorisation à donner au Conseil d'Administration à effet d'acheter ou de faire acheter les CCI de la Caisse Régionale,
- Renouvellement partiel du Conseil d'Administration,
- Pouvoirs.

Assemblée Générale Extraordinaire

Première résolution (Autorisation à donner au Conseil d'Administration à effet de réduire le capital social par voie d'annulation de CCI). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'Administration, conformément aux articles L.225-209 et suivants du Code de commerce :

- à annuler, en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, tout ou partie des certificats coopératifs d'investissement acquis par la Société, dans la limite de 10 % du capital par période de vingt-quatre (24) mois à compter de la présente Assemblée,
- à réduire corrélativement le capital social.

La présente autorisation est donnée pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de la présente Assemblée. Elle se substitue à l'autorisation conférée par la 1^{ère} résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 mars 2015 et la prive d'effet à partir de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée.

La présente autorisation est donnée au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, à l'effet d'accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue d'annuler les certificats coopératifs d'investissement, de rendre définitive(s) la (ou les) réduction(s) de capital et d'en constater la réalisation.

Deuxième résolution (Pouvoirs). — L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du procès verbal de l'Assemblée pour l'accomplissement des formalités légales de dépôt et de publicité afférentes aux décisions prises aux termes des résolutions à titre extraordinaire.

Assemblée Générale Ordinaire

Première résolution (Approbation des comptes sociaux et quitus). — L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve, dans toutes leurs parties, le rapport de gestion du Conseil ainsi que les comptes sociaux annuels arrêtés au 31 décembre 2016, faisant ressortir un bénéfice de 70 783 808,92 euros. Elle donne quitus entier et sans réserve aux administrateurs de l'accomplissement de leur mandat au titre dudit exercice 2016.

Deuxième résolution (Approbation des comptes consolidés et quitus). — L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2016, et les mentions ayant trait aux comptes consolidés figurant dans ledit rapport de gestion.

Elle donne quitus entier et sans réserve aux administrateurs de l'accomplissement de leur mandat au titre dudit exercice 2016.

Troisième résolution (approbation des dépenses visées à l'art. 39-4 du Code général des impôts). — L'Assemblée Générale, sur le rapport du Conseil d'Administration statuant en application de l'article 223 quater du Code général des impôts, approuve le montant global s'élevant à 17 734 euros de charges non déductibles visées à l'article 39-4 de ce Code ainsi que le montant s'élevant à 6 106 euros, d'impôt acquitté sur ces dépenses.

Quatrième résolution (Variation du capital social). — L'Assemblée Générale constate le montant du capital social qui s'élève à 73 446 176 € et l'absence de variation entre 2015 et 2016.

Cinquième résolution (Paiement des intérêts aux parts sociales). — Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale fixe à 3,00 % par titre (soit un montant total de 959 808,48 €), l'intérêt à servir aux parts sociales pour l'exercice 2016.

Conformément à la Loi, l'Assemblée Générale prend acte que les intérêts distribués au titre des trois derniers exercices sont les suivants :

| Parts sociales | Nombres de parts | Distribution | Intérêts net |
|----------------|------------------|--------------|--------------|
| 2013 | 1 999 601 | 767 846,78 € | 2,40 % |
| 2014 | 1 999 601 | 575 885,09 € | 1,80 % |
| 2015 | 1 999 601 | 342 331,69 € | 1,07 % |

Les intérêts seront versés le 13 avril 2017.

Sixième résolution (Paiement du dividende aux CCI). — Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale fixe à **4,63 €** par titre (soit un montant total de 6 598 907,50 €), le dividende à servir aux porteurs de Certificats Coopératifs d'Investissement pour l'exercice 2016.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices sont les suivants :

| CCI | Nombre de CCI | Distribution | Dividende net |
|------|---------------|----------------|---------------|
| 2013 | 1 435 745 | 5 757 337,45 € | 4,01 € |
| 2014 | 1 425 250 | 6 157 080,00 € | 4,32 € |
| 2015 | 1 425 250 | 6 584 655,00 € | 4,62 € |

Le dividende sera détaché le 11 avril 2017 et versé le 13 avril 2017.

Septième résolution (Paiement du dividende aux CCA). — Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale fixe à **4,63 €** par titre (soit un montant total de 5 396 427,05 €), le dividende à servir aux Certificats Coopératifs d'Associés pour l'exercice 2016.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices sont les suivants :

| CCA | Nombre de CCA | Distribution | Dividende net |
|------|---------------|----------------|---------------|
| 2013 | 1 165 535 | 4 673 795,35 € | 4,01 € |
| 2014 | 1 165 535 | 5 035 111,20 € | 4,32 € |
| 2015 | 1 165 535 | 5 384 771,70 € | 4,62 € |

Le dividende sera détaché le 11 avril 2017 et versé le 13 avril 2017.

Huitième résolution. — Affectation du résultat :

| | |
|----------------------------------------------------|-----------------|
| Résultat des comptes individuels (Exercice 2016) | 70 783 808,92 € |
| Résultat distribué | 12 955 143,03 € |
| Intérêts Parts Sociales Caisse Régionales (3,00 %) | 959 808,48 € |
| Dividende CCI (4,63 €) | 6 598 907,50 € |
| Dividende CCA (4,63 €) | 5 396 427,05 € |
| Résultat conservé | 57 828 665,89 € |
| Réserves légales (75 % du disponible) | 43 371 499,42 € |
| Autres réserves | 14 457 166,47 € |

Neuvième résolution (Vote consultatif sur les éléments fixes et variables de la rémunération dus ou attribués au directeur général en 2016). — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, émet dans le cadre de sa consultation un avis favorable relatif aux éléments fixes et variables de la rémunération dus ou attribués au Directeur Général au titre de l'exercice 2016 tels qu'ils sont exposés dans le rapport du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions de l'article 24-3 du Code AFEP-MEDEF.

Dixième résolution (Vote consultatif sur les éléments de l'indemnisation du président en 2016). — L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, émet dans le cadre de sa consultation un avis favorable relatif aux éléments d'indemnisation du Président au titre de l'exercice 2016 tels qu'ils sont exposés dans le rapport du Conseil et conformément aux dispositions de l'article 24-3 du Code AFEP-MEDEF.

Onzième résolution (Fixation de la somme globale à allouer au financement des indemnités des administrateurs au titre de l'exercice 2017). — L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la proposition faite par le Conseil d'Administration à ce sujet et en application de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947 modifiée, décide de fixer à 210 000 € la somme globale allouée au titre de l'exercice 2017 au financement des indemnités des administrateurs et donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration de la Caisse pour déterminer l'affectation de cette somme conformément aux recommandations de la FNCA.

Douzième résolution (*Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations ou indemnités versées en 2016 au Directeur Général, aux membres du Comité de Direction et aux Fonctions de contrôle de la Caisse régionale*). — L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, et en application de l'article L.511-73 du Code monétaire et financier, émet dans le cadre de sa consultation un avis favorable relatif à l'enveloppe globale de rémunérations ou indemnités versées au Directeur Général, aux membres du Comité de Direction et aux Fonctions de contrôle à hauteur d'un montant égal à 1 914 095 € au titre de l'exercice 2016.

Treizième résolution (*Autorisation à donner au Conseil d'Administration à effet d'acheter ou de faire acheter les CCI de la Caisse Régionale*). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdéléguer dans les conditions prévues par la loi, à opérer sur les certificats coopératifs d'investissement (CCI) de la Caisse Régionale conformément aux dispositions des articles L.225-209 du Code de commerce.

La présente autorisation, qui se substitue à celle conférée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mars 2016, dans sa 15ème résolution, est donnée au Conseil d'Administration jusqu'à la date de son renouvellement par une prochaine Assemblée Générale Ordinaire et, dans tous les cas, pour une période maximale de dix-huit (18) mois à compter de la date de la présente Assemblée.

Les achats de certificats coopératifs d'investissement de la Caisse Régionale qui seront réalisés par le Conseil d'Administration en vertu de la présente autorisation ne pourront en aucun cas amener la Caisse Régionale à détenir plus de 10 % des CCI composant son capital social.

Les opérations réalisées dans le cadre du programme de rachat de certificats coopératifs d'investissement mis en place par la Caisse Régionale pourront être effectuées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens autorisés par la réglementation en vigueur, sur les marchés réglementés ou de gré à gré ou encore par le recours à des instruments financiers dérivés négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré (telles des options d'achat et de vente ou toutes combinaisons de celles-ci) et ce, dans les conditions autorisées par les autorités de marché compétentes et aux époques que le Conseil d'Administration ou la personne qui agira sur la délégation du Conseil d'Administration appréciera. Il est précisé que la part du programme de rachat de certificats coopératifs d'investissement réalisée par acquisition de blocs de titres pourra atteindre l'intégralité dudit programme.

Les achats de certificats coopératifs d'investissement qui seront réalisés par le Conseil d'Administration en vertu de la présente autorisation pourront porter sur un nombre de CCI qui ne pourra excéder 10 % du nombre total de certificats coopératifs d'investissement composant le capital social à la date de réalisation de ces achats, soit à titre indicatif au 31/12/2016, un plafond de 142 525 certificats coopératifs d'investissement. Toutefois, (i) le nombre de CCI acquis par la Caisse Régionale en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, ne pourra excéder 5 % des CCI de la Caisse Régionale et (ii) lorsque les titres rachetés pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, le nombre de titres pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % prévue ci-dessus correspond au nombre de CCI achetés, déduction faite du nombre de CCI revendus pendant la durée de l'autorisation.

Le Conseil d'Administration veillera à ce que l'exécution de ces rachats soit menée en conformité avec les exigences prudentielles telles que fixées par la réglementation et par la Banque Centrale Européenne.

L'acquisition des certificats coopératifs d'investissement ne pourra être effectuée à un prix supérieur à cent cinquante euros (150 euros).

En tout état de cause, le montant maximum des sommes que la Caisse régionale pourra consacrer au rachat de ses CCI, dans le cadre de la présente résolution, ne pourra excéder vingt-et-un millions trois-cent-soixante-dix-huit mille sept-cent-cinquante euros (21 378 750 euros).

Cette autorisation est destinée à permettre à la Caisse Régionale d'opérer en bourse ou hors marché sur ses certificats coopératifs d'investissement en vue de toute affectation permise ou qui viendrait à être permise par la loi ou la réglementation en vigueur. En particulier, la Caisse Régionale pourra utiliser la présente autorisation en vue :

— d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité des certificats coopératifs d'investissement par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des Marchés Financiers,

— de procéder à l'annulation totale ou partielle des certificats coopératifs d'investissement acquis.

Ce programme est également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Caisse Régionale informera les porteurs de CCI par voie de communiqué.

Les opérations effectuées par le Conseil d'Administration en vertu de la présente autorisation pourront intervenir à tout moment, dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour décider la mise en œuvre de la présente autorisation et en fixer les modalités dans les conditions légales et dans les conditions de la présente résolution et, notamment pour passer tous ordres en bourse, signer tous actes, conclure tous accords, affecter ou réaffecter les CCI acquis aux différents objectifs poursuivis, fixer les conditions et modalités suivant lesquelles sera assurée, s'il y a lieu, la préservation des droits des porteurs, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ou, le cas échéant, avec les dispositions contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, effectuer toutes déclarations et formalités, notamment auprès de la Banque Centrale Européenne et de l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement faire tout le nécessaire.

Quatorzième résolution (*Renouvellement partiel du Conseil d'Administration*). — L'Assemblée Générale constate que le mandat d'Administrateur de Madame Hedwig GAMBAZZA, Messieurs Robert CONTI, Bernard GELIS, Patrice GARRIGUES, Dominique LENFANT, Jean-Paul MOURLAN, vient à expiration ce jour.

Elle renouvelle ledit mandat pour Madame Hedwig GAMBAZZA, Messieurs Robert CONTI, Bernard GELIS, Patrice GARRIGUES, Dominique LENFANT, Jean-Paul MOURLAN, pour une période de trois années qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire 2020 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2019.

Par ailleurs, Monsieur Jean-Louis JOURTAU est démissionnaire à la date de l'Assemblée Générale du 30 mars 2017. En remplacement, l'Assemblée Générale nomme Madame Josette FONTAS pour la durée restante du mandat de Monsieur Jean-Louis JOURTAU qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire 2018 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2017.

Quinzième résolution (*Pouvoirs*). — Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité et de dépôt afférentes aux résolutions ci-dessus adoptées.